

Brochure n° 3121

Convention collective nationale

IDCC : 1536. – **DISTRIBUTEURS CONSEILS HORS DOMICILE**
(Bières, eaux minérales et de table, boissons gazeuses
ou non gazeuses, boissons aux jus de fruits, sirops,
jus de fruits, boissons lactées et gaz carbonique)

AVENANT N° 2017-1 DU 11 AVRIL 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS
AU 1^{ER} JANVIER 2017

NOR : ASET1750618M

IDCC : 1536

Entre

FNB

D'une part, et

CSFV CFTC

FGA CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Conformément à l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties se sont réunies ce jour pour négocier les salaires, la dernière grille applicable depuis le 1^{er} février 2016, signée le 2 février 2016, ayant été rattrapée par l'augmentation du Smic au 1^{er} janvier 2017 sur l'échelon 1 du niveau I, un nouveau barème des salaires minima conventionnels est établi comme suit (cf. page annexée), étant précisé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au Smic.

Il est applicable rétroactivement au 1^{er} janvier 2017.

Article 2

La fixation des minima conventionnels prévus par le présent avenant ne fait pas obstacle à l'obligation annuelle de négociation des salaires effectifs dans les entreprises en application de l'article L. 2242-5 du code du travail.

Article 3

Les parties signataires rappellent les dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail, qui précise que « tout employeur assure, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes », et indiquent qu'il appartient aux entreprises de la

branche de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes à emploi de valeur égale sans raisons objectives pouvant les justifier.

Pour ce faire, les parties signataires rappellent que la négociation collective d'entreprise (pour les entreprises soumises à cette obligation) en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait l'objet de plusieurs dispositions légales codifiées aux articles L. 2242-1, L. 2242-8 et suivants du code du travail.

Article 4

À l'issue du délai d'opposition en vigueur et conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent avenant sera déposé, d'une part, auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires : un exemplaire original signé des parties et un exemplaire sur support électronique, et d'autre part, auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires conviennent d'effectuer, à l'initiative de la partie la plus diligente, les formalités prévues aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail relatives à la demande d'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 11 avril 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Salaires minima 2017 (à compter du 1^{er} janvier 2017)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MONTANT
I	1	1 490
	2	1 505
	3	1 527
II	1	1 552
	2	1 577
	3	1 606
III	1	1 634
	CQP	1 644
	2	1 663
	3	1 691
	CQP	1 719
IV	1	1 729
	2	1 786
	3	1 881
	CQP	1 931
V	1	2 116
	2	2 367
	3	2 554
VI	1	3 019
	2	3 238
	3	3 653